

2020-01-15

# RES PUBLICA

## Présentation

### *Sommaire :*

- Éditorial: le néo-gouvernement
- Du réchauffé à l'Assemblée
- APQ: Alliance peu qualifiée
- Le point sur la dette au Québec
- Louis-Simon Barette : Le petit dernier !
- Les débats sont ouverts, déjà fermés sont les œillères



Crédit photo: Jordan Craig Larouche

Ayant à cœur la prospérité socio-économique & politique du Québec, le *Res publica* critique, commente et rapporte fidèlement les événements et faits divers observés lors du 28<sup>e</sup> législature de la simulation parlementaire du Forum Étudiant. Juste, professionnel et éclairé, ce journal aux tendances idéologiques de droite se veut être votre meilleur allié tout au long de la semaine. Nous publions quotidiennement du contenu rigoureux, de l'information de qualité et une vision globale de l'actualité afin de rendre accessible l'activité politique à tous les Québécois et toutes les Québécoises et de promouvoir l'implication. Pour une République raisonnée,  
- L'équipe du *Res Publica*

# Éditorial: Le néo-gouvernement

Rédactrice en chef : Chloé Cauchy

*L'Alliance progressiste du Québec (APQ) revêt le costume d'un gouvernement nourricier en vidant l'argent du portefeuille de l'État dans les principaux secteurs de l'économie publique.*

Le discours du premier ministre en poste depuis lundi laisse planer sur le Québec un sentiment amer de déception et de scepticisme.

Alors que les membres de l'opposition s'attendaient à un ajustement important de la part du parti social-démocrate, le nouveau gouvernement minoritaire « ouvert à la collaboration avec les autres partis » semble plutôt s'imposer. Le chef de l'APQ affirme fièrement la position socialiste de son parti en orientant son premier discours autour de mesures économiques spécifiques de la gauche assumée.

Les projets du nouveau parti au pouvoir, peut-être trop ambitieux dans le nombre, impliquent des dépenses importantes du gouvernement dans six des principaux secteurs socio-économiques clés : la santé, la justice, l'éducation, l'environnement, le transport et l'immigration. Tout cela en 4 ans, ni plus, ni moins.

L'APQ prévoit jouer son rôle d'État-providence à merveille : des billets verts à gauche, des chèques à droite,

des subventions pour les initiatives municipales en matière de recyclage, le transport gratuit pour les étudiants et les aînés, l'abolition des taux d'intérêt sur tous les prêts d'aide financière aux études, une augmentation du nombre minimal de semaines de vacances... et quoi d'autre, encore?

Le gouvernement lance au vent l'argent des contribuables, mais, ce qu'il oublie, c'est que tout ce qu'on crache en l'air finit toujours par nous retomber sur le front.

À maintes reprises, le premier ministre a mentionné de différentes façons que l'APQ avait à cœur le bien-être durable des générations à venir, mais pas une seule fois a-t-on entendu le chef du parti aborder la dette publique qu'il s'apprête à leur léguer. Au rythme auquel il dilapide les ressources financières de l'État, on peut se demander, et ce, avec raison, à quel point le gouvernement de M. Moisan est prêt à gonfler le déficit. Chose certaine, les attentes relatives au premier discours étaient hautes et le gouvernement a raté ses cibles. La précarité de la position du parti au pouvoir s'accroît.

# Du réchauffé à l'Assemblée

Journaliste : Salomé Perron

C'est lors de la conférence de presse suivant le discours du premier ministre que s'est révélé le seul chef compétent siégeant actuellement au Parlement. Victor Pelletier est non seulement professionnel, sérieux et honnête, mais aussi raisonné. Le jeune chef représente des valeurs humaines et il semble être à la tête d'un parti qui rendra les Québécois et Québécoises fiers. N'ayant pas peur des représailles, il éclaire le public sur l'attitude paternaliste de Louis Moisan en stipulant : « Je sais que j'ai un père dans la vie, mais je ne savais pas qu'il était le premier ministre du Québec. »

Venons-en aux faits : l'opposition officielle est une option humaine à la politique qui devient une histoire de décorum plutôt que de réelle démocratie. M. Pelletier prend position sur l'immigration en déclarant que les immigrants ne sont pas des outils dont le gouvernement peut se servir afin de remédier à la pénurie de main-d'œuvre. Selon lui, le Québec est une société d'accueil et chaque citoyen souhaitant s'épanouir et devenir part active de la société est plus que bienvenu au Québec. De plus, des mesures seront prises afin que ces dites personnes se sentent chez elles dans la Belle Province.

Sur un autre ton, je ne suis pas certaine de l'utilisation du terme « paternaliste » pour décrire le premier ministre. Personnellement, j'irais avec l'inverse... Fils à papa, à aller demander aux contribuables de lui donner de l'argent de poche pour « l'investir » dans des mesures dignes de Cuba, 1965.

En somme, la ligne directrice de notre parti minoritaire, comme le dit si bien M. Pelletier, est composée d'idées déjà vues et réchauffées. Il s'agit d'idées actuelles, ou d'une « politique de micro-ondes ».



Crédit photo : Salomé Perron

# Le point sur la dette du Québec

Journaliste : Jeremy Jasmin

**Certaines facettes de l'état moderne semblent inquiéter la population plus que d'autres. L'une d'entre elles est la dette publique. De l'écrasante banqueroute de la Grèce à l'incroyable solvabilité financière du Brunei, comment s'en sort le Québec?**

En 2020, la dette publique du Québec s'élève à plus de 270 milliards, soit 64 430 \$ par contribuable. L'endettement du Québec peut aussi être mesuré en relation avec le produit intérieur brut en comparant ce que l'État produit par rapport à ce qu'il doit. La dette québécoise en matière de PIB est de 45%. La banque mondiale affirme que les gouvernements ne devraient jamais dépasser un ratio de 77% de dette/PIB. En 2017, les intérêts de la dette à eux seuls ont coûté 14,8 milliards de dollars au québécois. Ces intérêts doivent être payés chaque année et augmentent évidemment avec chaque sou ajouté au passif de l'état. Ne pas payer la dette constitue une menace.

D'une part, voici un exemple de danger auquel un état endetté s'expose. Lorsque la valeur d'une monnaie face à une autre chute, celle-ci fait augmenter la valeur réelle des obligations. Ce phénomène est dû au fait que les dettes dans les autres pays doivent être payées dans la devise du créancier. Par exemple, si le Canada emprunte aux États-Unis, la dette du Canada sera payée en dollar américain. Alors, si le dollar canadien chute par rapport au dollar américain, la valeur de la dette augmente puisque le montant reste le même chiffre. Le gouvernement canadien devra alors prendre plus de dollars canadiens pour payer la même dette en dollar américain. Les fluctuations du marché des devises sont imprévisibles et un État détenteur de dettes s'expose constamment à ce genre de menaces.

D'autre part, la démographie du Québec est au ralenti et ce phénomène augmente la valeur de la dette par contribuable. D'après des projections de l'Institut de statistiques du Québec, l'accroissement de la population sera plutôt faible dans les prochaines décennies et, sous certaines circonstances, la population du Québec pourrait même décroître. Un rythme croissant de la dette sur une population de plus en plus petite en proportion rime avec une contribution plus grande pour chaque Québécois. Les Québécois auront donc individuellement une portion accrue de la dette québécoise si le gouvernement ne s'occupe pas de la dette.

Un gouvernement libre de dettes verra sa cote de crédit augmenter donnant ainsi accès à du capital à plus bas taux d'intérêt. Lorsque géré judicieusement, l'emprunt de fonds constitue un bon moyen de mener à bien des projets. Par contre, un état endetté sérieusement comme le Québec s'expose à des menaces financières. En fin de compte, la dette peut être un excellent instrument de levier financier, mais, lorsque mal utilisée et ignorée, elle peut être un véritable danger pour l'état débiteur de celle-ci.

# **Louis-Simon Barette : le petit dernier !**

Journaliste : Sarah Ghalem

**Une entrevue exclusive nous a été accordée par le chef de la deuxième opposition, Louis-Simon Barette. Ce dernier nous a fait le point sur la position de son parti, le Front progressiste-écologique (FPE), suite au premier discours du premier ministre.**

**Q:Lors de la conférence de presse, vous avez fait allusion au doute que vous aviez quant à la sincérité du gouvernement. Pensez-vous donc que le premier ministre ne sera pas apte à tenir les promesses qu'il a faites?**

R:Évidemment, un premier ministre se doit de vendre son parti et son idéologie, ses actions et ce qu'il va entreprendre. De là à les réaliser, c'est une tout autre histoire. Est-ce qu'il aura la capacité? Est-ce que les circonstances vont le permettre?

**Q:Mais vous avez tout de même des doutes?**

R:On a un doute raisonnable.

**Q:Vous souhaitez diminuer les heures de travail des étudiants afin de les accommoder dans leur réussite scolaire, mais vous êtes également en accord avec l'idée du premier ministre d'ajouter un cours pour sensibiliser les jeunes à l'environnement. N'est-ce pas contradictoire?**

R:Quand je voulais parler des heures de travail à l'extérieur de l'école, je faisais plus allusion aux emplois. C'est pour essayer de leur permettre de focaliser sur leurs études et donc justement peut-être avoir plus de cours, qui sait! Ou bien donc tout simplement de se perfectionner et de mieux s'investir.

**Q:Donc le gouvernement a votre soutien quant à la mise en place d'un futur cours qui permettra de sensibiliser les jeunes sur la question environnementale?**

R:Oui, l'idée est bonne, mais la manière reste abstraite, car encore une fois on a

un manque d'enseignement donc serons-nous réellement capables d'offrir le cours? Je ne sais toujours pas.

**Q:Donc vous êtes en accord avec ces propos?**

R:Oui, mais je crois que notre parti a des positions plus radicales en ce qui a trait à l'environnement. Il y a des mesures qui sont proposées, mais notre parti pense qu'on pourrait adapter ces mesures pour y ajouter des closes environnementales. Nous croyons que les changements climatiques sont le résultat d'un système qui est défaillant et donc on doit essayer une cohésion d'équipe et de faire en sorte que chacun de nos ministères s'entraident pour lutter contre les changements climatiques.

**Q:Puisque vous répondez Oui à cette question pourrions-nous donc vous situer plus à gauche quant à vos idéologies politiques?**

R:Je crois que notre partie a une prédisposition vers la gauche. Toutefois notre parti va surtout soutenir les projets de loi et ce qu'ils vont avoir comme impact sur l'environnement et sur les citoyens, peu importe l'idéologie. L'environnement doit être une priorité et donc si la première opposition a un projet qui vient soutenir le réchauffement climatique et bien une alliance ou bien une entente n'est pas négligeable.

**Q:Vous parlez beaucoup d'environnement, mais il semblerait que vous oubliez les services publics. Pourriez-vous vous prononcer sur cet enjeu?**

R:Et bien évidemment la crise climatique selon nous est une priorité, mais qu'est-ce que la crise climatique représente si notre population ne mange pas à sa faim? On se doit, en tant que parlementaire, de se battre dans cette même direction et de leur offrir le plus de service et de meilleure qualité.

# Les débats sont ouverts, déjà fermés sont les œillères

Journaliste : Colin Alignon

**Le discours d'ouverture du Premier ministre a ouvert les débats de la nouvelle législature du Forum Étudiant. Discours affirmé social, presque trop confiant dans une chambre qui ne lui est pas acquise, monsieur Moisan entend redéfinir le devoir du pouvoir public vis-à-vis de ses citoyens dans une optique égalitaire.**

Monsieur Louis Moisan s'est aujourd'hui adressé pour la première fois à l'Assemblée nationale en tant que premier ministre. Il a présenté les résolutions qui seront mises à l'étude parlementaire tout au long de son mandat. Le caractère social-démocrate affirmé de son parti transpire de son discours d'ouverture. Lui n'a pas transpiré. Sa confiance en lui plaît à ses troupes mais ne les transcende pas pour autant. Sa voix et son projet s'arrêtent au frontière de la culture politique de son parti et ne sont pas aussi rassembleurs qu'il ne le prétend. Son discours ne l'a pas sorti de sa position de fragilité au sein d'une assemblée qui n'est pas encore acquise à sa cause.

Le Front progressiste-écologique pourrait offrir le pouvoir nécessaire au gouvernement pour exercer son champ d'action. Cependant, le discours parfois mal ficelé de son chef Louis-Simon Barrette rend flou son positionnement. Se déclarant pragmatique dans un premier temps, prêt à faire les compromis nécessaires à l'exercice partagé du pouvoir, il érige ensuite en vertu une dictature de l'écologie qui met au second plan tous les autres impératifs qu'imposent la gestion d'un état. En bref, nous ne savons pas encore si la deuxième opposition est réellement prête à faire des compromis pour donner la liberté au gouvernement d'appliquer ses résolutions.

À l'issu du discours de monsieur Moisan, l'Association progressiste du Québec apparaît comme une nouvelle force de gauche dans le paysage politique québécois actuel. Le programme est ambitieux dans sa volonté d'offrir aux Québécois un nombre conséquent d'acquis sociaux. Parmi tant d'autres, nous pouvons citer la couverture médicamenteuse universelle, la suppression des intérêts relatifs aux prêts étudiants ou encore l'imposition sur le capital des plus grandes entreprises, notamment des GAFAM. Compte tenu de l'histoire du Québec profondément implantée dans la culture libérale nord-américaine, le nouveau premier ministre entend redéfinir le devoir du pouvoir publique vis-à-vis de ces citoyens dans une optique égalitaire.

Le socialisme, le Québec n'en a pas l'habitude, et le chef de l'opposition officielle n'a pas manqué de le dénoncer dans une conférence de presse à la hauteur de son rang.

M. Victor Pelletier met en garde, alerte et rassemble son camp derrière la défense de la liberté. Sans renouveau particulier, il se place dans l'héritage du libéralisme québécois, mais avec charisme, tact et sans faux pas. Il est un féroce défenseur de la responsabilisation. Dans l'honnête tradition libérale, il croit en des réformes s'imposant naturellement dans l'ensemble de la société par évolution progressive des décisions individuelles, et non pas par détermination arbitraire d'un « intérêt général » applicable à tous les membres de la société comme le laisse entendre les nombreuses résolutions présentées par monsieur Moisan. « Le discours du Premier ministre est paternaliste », déclare-il. L'Innovation libérale se présente comme un fort pouvoir d'opposition qui laisse envisager des débats tout aussi houleux que constructifs au sein de l'Assemblée nationale. Un fort pouvoir d'opposition certes, mais nous avons du mal à l'imaginer efficace dans un éventuel futur exercice du pouvoir tant le parti ne présente aucun renouveau. Son appellation est le plus beau des oxymores tant le parti apparaît sans solution face à des enjeux modernes qui le dépassent : L'Innovation libérale, nous n'aurions pu trouver plus antinomique.

La gestion paternaliste de l'économie dénoncée par l'opposition entraîne sans équivoque un interventionnisme brutal, qui va davantage creuser le gouffre du déficit public. Le premier ministre fraîchement élu est resté très vague quant à la gestion de la dette. Selon lui, « les finances publiques vont bien aller », ou encore, les grandes entreprises vont mettre la main au pot. M. Pelletier dénonce une gestion irresponsable des finances publiques qui va laisser un poids colossal sur les épaules des générations futures, et freinera l'investissement auto-régulé des firmes transnationales désirant s'installer au Québec pour créer richesse et emplois. Le premier ministre cherche encore ses mots face à ces arguments tranchants.

# APQ : Adaptation peu qualifiée

Journaliste : Félix Côté

## Vendre un fardeau fiscal

Lorsqu'on dirige un gouvernement, on doit premièrement agir dans l'intérêt de ses électeurs. Ensuite, on fait un bilan des problèmes de sa société en établissant des priorités. Lorsque ces priorités sont fixées, on évalue les projets réalisables conditionnellement à la disponibilité du budget.

Hier en début d'après-midi, le premier ministre M. Moisan s'est adressé à la chambre et a évoqué plusieurs sujets : certains très importants, d'autres sortant probablement d'un livre de contes des merveilles. Évidemment, il faut contextualiser le tout dans la perspective d'un gouvernement minoritaire.

La vision de M. Moisan est claire : il veut enrichir les pauvres et appauvrir les riches. Mais en entendant les sujets présentés hier, je me suis demandé : veut-il rétablir un équilibre économique social ou veut-il appauvrir tout le monde? Lors de son discours, M. Moisan a mentionné la « RIGOUREUSE HONNÊTETÉ ». Si le premier ministre veut être honnête avec ses électeurs, alors qu'il leur dise qu'il creusera leur fardeau fiscal.

Il dit vouloir investir en éducation, mais il dit aussi vouloir réduire les subventions aux écoles privées. Dans chaque sphère de la société où l'on évoque le secteur privé, ça devient synonyme de se payer un luxe. Dans le cas des écoles privées, je trouve bonne l'idée de réduire les subventions graduellement. Cependant,

atteindre l'absence complète de subvention d'ici quatre ans est inenvisageable puisque ça aurait comme effet de faire fermer les écoles privées; la mesure étant évidemment trop rapide. Le premier ministre dit vouloir rétablir une égalité sociale, alors pourquoi vouloir empêcher les plus démunis de dépenser leur argent en leur enlevant ce luxe?

Chaque décision implique des répercussions et c'est en pensant aux répercussions qu'on évite de se faire percuter par un fardeau fiscal. Des idées de grandeur oui, mais bien raisonnées. Je ne dis pas que c'est mal d'avoir des idées de grandeur, encore faut-il respecter son budget et éviter l'endettement. « HONNÊTEMENT », qu'est-ce que les électeurs aiment mieux : la réduction de la liberté de choix, des idées fastueuses qui ne rapportent rien ou de bons investissements qui rapportent gros? Bien franchement, la liberté de choisir et un gouvernement autonome économiquement qui agit sur de réelles priorités devraient être les réponses à cette question.